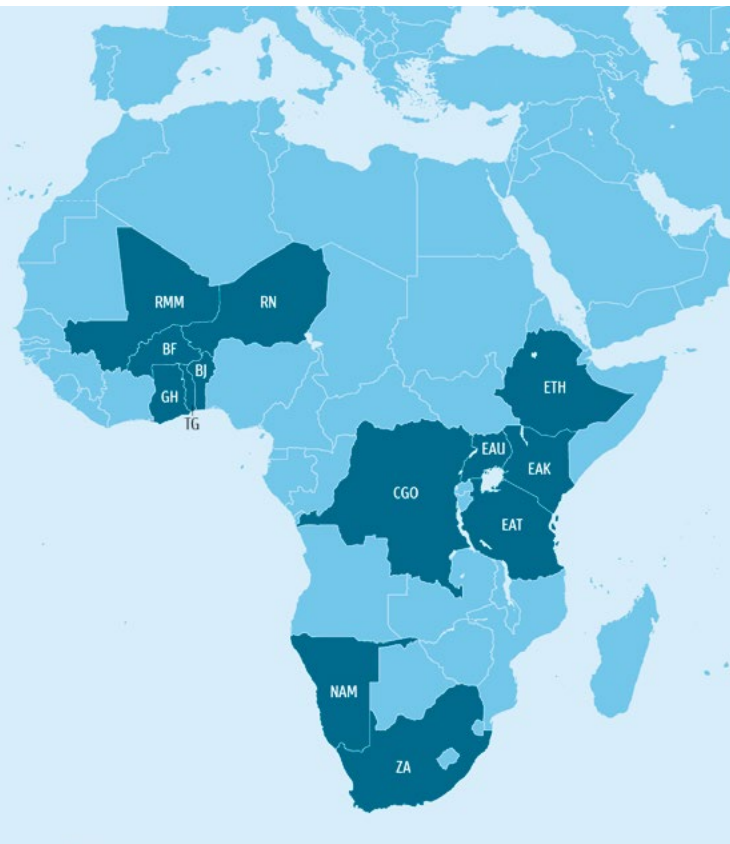


PAYS D'INTERVENTION

Les zones d'intervention de la Fondation Hanns Seidel dans la région se trouvent dans les pays suivants :

- ▶ L'Afrique du Sud (ZA)
- ▶ Le Bénin (BJ)
- ▶ Le Burkina Faso (BF)
- ▶ La République démocratique du Congo (CGO)
- ▶ L'Éthiopie (ETH)
- ▶ Le Ghana (GH)
- ▶ Le Kenya (EAK)
- ▶ Le Mali (RMM)
- ▶ La Namibie (NAM)
- ▶ Le Niger (RN)
- ▶ L'Ouganda (EAU)
- ▶ La Tanzanie (EAT)
- ▶ Le Togo (TG)



En savoir plus : www.hss.de/francais.html

Créée en 1967, la Fondation Hanns Seidel est une fondation politique allemande proche du parti politique CSU, qui promeut l'éducation politique en Allemagne et à l'étranger « au service de la démocratie, de la paix et du développement ». Depuis environ 40 ans, elle s'engage pour le développement et mène actuellement environ 100 projets dans 60 pays dans le monde.

La mission des actions internationales de la Fondation Hanns Seidel basées sur les idéaux chrétiens-sociaux est de promouvoir des conditions de vie empreintes de dignité humaine et de contribuer au développement durable par la consolidation de la paix, de la démocratie et de l'économie sociale de marché. En coopération avec des partenaires locaux, nous réalisons des projets dans les domaines de la consultation politique et de l'éducation civique. Cependant l'autogestion et l'indépendance de nos partenaires est d'une importance particulière.

Contact au siège :

Division V/3 : Afrique subsaharienne

Klaus Liepert

Tél. : +49 (0)89 1258-366, Fax : +49 (0)89 1258-359

E-mail : liepert@hss.de

Fondation Hanns Seidel

Lazarettstr. 33, 80636 Munich, Allemagne

Mentions légales : Présidente: Prof. Ursula Männle, Ministre de l'État en retraite | Directeur général : Dr. Peter Witterauf | Directrice de l'Institut : Dr. Susanne Luther | Responsable des relations publiques et de la presse : Hubertus Klingsbögl

BNr : 0503-1502FR

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Fondation Hanns Seidel dans le monde



NOTRE PROGRAMME D'ACTION

A nos jours, la population africaine compte plus d'un milliard d'habitants. Malgré le fait que beaucoup de pays africains connaissent des taux de croissance économique considérables, la population en croissance rapide en profite très rarement. C'est une réalité qui est souvent en rapport immédiat avec une démocratisation déficitaire. Les institutions publiques ainsi que les associations à intérêt commun sont toujours faibles et les organes étatiques servent souvent au maintien du pouvoir d'une élite dominante.

Une politique de développement durable qui réponde aux besoins des Africains de manière équitable est attendue – de l'Europe en particulier. Et ceci non seulement en faveur des intérêts européens de politique étrangère et de sécurité mais sur la base d'un partenariat d'égal à égal. Ainsi, l'accent de nos actions doit être mis sur l'appui aux initiatives proprement africaines. Le fait que les institutions africaines gouvernementales ainsi que non-gouvernementales revendiquent de plus en plus des structures démocratiques et des pratiques de bonne gouvernance, constitue un aspect primordial pour nos activités.

L'objectif primaire de notre engagement est la promotion de la démocratie et le renforcement des capacités de la société civile africaine ainsi que des organes étatiques, afin que ceux-ci soient mieux en mesure de remplir leurs devoirs démocratiques. Par ces activités nous espérons contribuer de manière significative à la résolution des obstacles politiques, économiques et sociaux dans les pays respectifs et à la lutte contre la pauvreté.

ACTIVITÉS – EXEMPLES

Le MAEP (Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs), appuyé particulièrement en **Afrique de l'Ouest** a comme but le renforcement d'une culture démocratique, mais aussi de contribuer au développement économique. Dans le cadre de ce mécanisme, des programmes d'action nationaux de bonne gouvernance vont de pair avec un développement sociopolitique et économique sur la base d'un circuit d'évaluation. En outre, l'échange d'expertise en matière d'État de droit est promu parmi les États d'Afrique de l'Ouest dans le but de renforcer les administrations publiques et de combler des écarts socio-culturels. Un nouveau accent est mis sur la coopération avec la police partout en Afrique de l'Ouest dans le but de soutenir ceux-ci dans le développement d'un instrument de pouvoir présidial vers une institution accessible à tous les citoyens.

En **République démocratique du Congo**, des projets d'agroforesterie sont mis en place avec l'aide financière de la Commission Européenne, afin de promouvoir le développement agricole en même temps que la protection de la forêt tropicale. Tout comme dans d'autres zones d'interventions, des activités de sensibilisation et des formations dans le domaine sociopolitique accompagnent les projets afin d'assurer une durabilité.

En **Afrique australe**, nous appuyons les structures de la société civile et l'autogestion communale. En **Afrique du Sud**, la priorité est principalement accordée aux programmes de consultation politique destinés aux membres du gouvernement, du parlement et d'autres institutions étatiques aux sujets sociopolitiques et ce de la sécurité. En outre, un appui est apporté à la police sud-africaine en matière de lutte contre la criminalité.

En **Tanzanie**, l'accent de nos activités est mis sur la promotion de la femme. Le renforcement des capacités de cette cible permet de soutenir des femmes (actuellement ou potentiellement) leaders dans le milieu social, politique et économique.

Au **Kenya**, les activités se concentrent sur la lutte contre la corruption et la formation continue des multiplicateurs sociaux.

A ces activités il s'ajoutent des fonds exceptionnels du BMZ (Ministère de la coopération internationale) pour une coopération économique ainsi que des projets pour la protection de l'environnement dans tous les pays bénéficiaires. De plus des activités pour la sécurité alimentaire sont appuyées en RDC.

AXES PRINCIPAUX DE NOS ACTIVITÉS

- ▶ Le renforcement des capacités de la société civile dans des zones rurales et urbaines
- ▶ La promotion des structures administratives décentralisées et participatives
- ▶ La participation de la société civile au processus de prise de décision politique
- ▶ L'appui aux initiatives proprement africaines
- ▶ La politique de sécurité en Afrique australe
- ▶ La promotion de la femme
- ▶ L'appui au développement économique par la formation professionnelle et la formation en gestion/management
- ▶ Le renforcement de la conscience environnementale de la population
- ▶ Le développement et le renforcement des structures d'État de droit en Afrique de l'Ouest
- ▶ La lutte contre la corruption